

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/202227]

4 DECEMBRE 2020. — Arrêté modificatif de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Les Ministres de l'Energie et du Logement,

Vu le Code wallon du Logement et de l'habitat durable, l'article 14, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2017 et modifié par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, l'article 6, § 4, et 7, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en fonds B2 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2020 de l'obligation de recourir à un installateur certifié pour l'installation de chaudière biomasse et pompe à chaleur;

Considérant que depuis le 13 mars 2019 en raison de la crise sanitaire « COVID-19 », aucune formation n'a pu être délivrée;

Considérant que la mise en place de cette condition instaurant de nouvelles exigences d'octroi des primes engendrerait un effet nuisible pour le secteur de la construction mais également pour le public, qui doit être en mesure de s'adapter aux nouvelles conditions dès aujourd'hui, en vue de l'accomplissement des travaux éligibles,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Dans l'article 15, § 1^{er}, les mots « un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol » sont insérés entre les mots « en contact avec l'ambiance extérieure, » et les mots « , à la condition que la paroi soit isolée au moyen d'un matériau isolant ».

Au paragraphe 2, les mots « un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol » sont insérés entre les mots « avec l'ambiance extérieure » et les mots « à la condition que la paroi soit isolée ».

Art. 2. A l'article 16, l'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

« Une prime est octroyée pour le remplacement des menuiseries ou des vitrages en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel. »

L'alinéa 2 est modifié comme suit

« Au terme des travaux, les menuiseries remplacées, c'est-à-dire les portes et châssis, respectent un coefficient de transmission thermique moyen U_w inférieur ou égal à $1,5 \text{ W/m}^2$. Les éléments transparents ou translucides placés dans les menuiseries extérieures respectent un coefficient de transmission thermique inférieur ou égal à $1,1 \text{ W/m}^2\text{K}$ et déterminé conformément au marquage CE, c'est-à-dire pour le vitrage, calculé selon la NBN EN 673. La prime n'est attribuée que si le vitrage respecte la norme NBN S23-002 ».

Art. 3. Dans l'article 18, § 2, 2^o, alinéa 1^{er}, les mots « (CO, OGC/COV et Poussières) » sont insérés entre les mots « sur les émissions » et les mots " mesurées lors d'un même test ».

Le paragraphe 2, 2^o, alinéa 1^{er}, est complété par les mots suivants : « : 2012. ».

Le paragraphe 4 est retiré.

L'article 18 est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. La somme des montants de base relatifs aux investissements visés au paragraphe 1^{er} et à l'article 20, § 1^{er}, est majorée de cinquante pour cent lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1^o les investissements sont réalisés simultanément;

2^o les investissements sont repris dans le même bouquet de travaux, tel que défini à l'article 2, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3^o les investissements respectent les critères visés au paragraphe 2 et à l'article 20, § 2. ».

Art. 4. A l'article 19, le paragraphe 4 est retiré.

L'article 19 est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. La somme des montants de base relatifs aux investissements visés au paragraphe 1^{er} et à l'article 20, § 1^{er}, est majorée de cinquante pour cent lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° les investissements sont réalisés simultanément;

2° les investissements sont repris dans le même bouquet de travaux, tel que défini à l'article 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3° les investissements respectent les critères visés au paragraphe 2 et à l'article 20, § 2. ».

Art. 5. L'article 20 est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« La somme des montants de base relatifs aux investissements visés au paragraphe 1^{er} et à l'article 18 est majorée de cinquante pour cent lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° les investissements sont réalisés simultanément;

2° les investissements sont repris dans le même bouquet de travaux, tel que défini à l'article 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3° les investissements respectent les critères visés au paragraphe 2 et à l'article 18, § 2.

La somme des montants de base relatifs aux investissements visés au paragraphe 1^{er} et à l'article 19 est majorée de cinquante pour cent lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° les investissements sont réalisés simultanément;

2° les investissements sont repris dans le même bouquet de travaux, tel que défini à l'article 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3° les investissements respectent les critères visés au paragraphe 2 et à l'article 19, § 2. ».

Art. 6. A l'article 21, § 2, 1°, est inséré les mots « ventilation » entre les mots « de la section » et les mots « de l'annexe C4 ».

Art. 7. A l'article 25, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 17, § 2, 1°, 18, § 2, 1°, et 19, § 2, 1°, s'appliquent aux audits logement enregistrés à partir du 1^{er} janvier 2022 sur la base de données visée à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 3, alinéas 3 et 4 et l'article 4 entrent en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Namur, le 4 décembre 2020.

Ph. HENRY
Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/202227]

4. DEZEMBER 2020 — Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung

Die Minister für Energie und für Wohnungswesen,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung, Artikel 6 § 4, und 7 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und die Sozialkreditschalter;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie");

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung, auf einen zertifizierten Installateur zurückzugreifen, um einen Biomassekessel und eine Wärmepumpe zu installieren, am 1. Juli 2020 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, dass ab dem 13. März 2019 wegen der Covid-19-Gesundheitskrise keine Ausbildung mehr stattgefunden hat;

In der Erwägung, dass die Umsetzung dieser Bedingung, die neue Anforderungen für die Gewährung von Prämien einführt, sich nachteilig auf den Bausektor, aber auch auf die Öffentlichkeit auswirken würde, die in der Lage sein muss, sich ab sofort an die neuen Bedingungen anzupassen, um die förderfähigen Arbeiten auszuführen,

Beschließen:

Artikel 1 - Artikel 15 § 1 erster Satz wird durch folgenden Satz ersetzt: "Es wird eine Prämie gewährt für die Wärmedämmung des Daches oder des Dachgeschosses, das in direktem Kontakt mit der Außenluft, mit einem unbeheizten und frostfreien Raum, oder einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum, oder einem Boden steht, vorausgesetzt, dass die Wand mit einem Dämmstoff isoliert wird, der erlaubt, einen höchsten Wärmedurchgangskoeffizienten der Wand U unter oder gleich $0,20 \text{ W/m}^2\text{K}$ zu erreichen."

Artikel 2 § 1 erster Satz wird durch folgenden Satz ersetzt: "Es wird eine Prämie gewährt für die Wärmedämmung der Mauern oder des Bodens, die in direktem Kontakt mit der Außenluft, mit einem unbeheizten und frostfreien Raum, oder einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum, oder einem Boden stehen, vorausgesetzt, dass die Wand mit einem Dämmstoff isoliert wird, der erlaubt, einen höchsten Wärmedurchgangskoeffizienten der Wand, U , unter oder gleich $0,24 \text{ W/m}^2\text{K}$ zu erreichen."

Art. 2 - In Artikel 16 wird Absatz 1 folgendermaßen abgeändert:

"Es wird eine Prämie gewährt zur Ersetzung der Tür- und Fensterrahmen oder der Verglasungen, die in direktem Kontakt mit der Außenluft, einem unbeheizten und frostfreien Raum, oder einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum stehen."

Absatz 2 wird folgendermaßen abgeändert:

"Nach den Arbeiten beachten die ersetzten Holzwerke, d.h. die Türen und Fensterrahmen, einen durchschnittlichen Wärmedurchgangskoeffizienten U_w gleich oder unter $1,5 \text{ W/m}^2$. Die an den Außentür- und Fensterrahmen angebrachten transparenten oder lichtdurchlässigen Elemente müssen einen Wärmedurchgangskoeffizienten von höchstens $1,1 \text{ W/m}^2\text{K}$ aufweisen, der gemäß der CE-Kennzeichnung für die Verglasung bestimmt wird, das heißt der gemäß der Norm NBN EN 673 berechnet wird. Die Prämie wird nur dann erteilt, wenn die Verglasung die Norm NBN S23-002 einhält.

Art. 3 - In Artikel 18 § 2 Ziffer 2 Absatz 1 werden die Wörter "(CO, OGC/VOC und Staub)" zwischen die Wörter "Emissionen" und ", die im Laufe" eingefügt.

Die Wörter ".2012" werden nach "NBN EN 303-5" eingefügt.

Paragraph 4 wird gestrichen.

Artikel 18 wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die Summe der Grundbeträge in Bezug auf die in § 1 und in Artikel 20 § 1 erwähnten Investitionen wird um fünfzig Prozent erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Investitionen werden gleichzeitig getätigt;

2° die Investitionen werden in demselben Arbeitspaket, wie es in Artikel 2 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung definiert wird, aufgenommen;

3° die Investitionen halten die Kriterien nach Paragraph 2 und Artikel 20 § 2 ein."

Art. 4 - In Artikel 19 wird Paragraph 4 gestrichen.

Artikel 19 wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die Summe der Grundbeträge in Bezug auf die in § 1 und in Artikel 20 § 1 erwähnten Investitionen wird um fünfzig Prozent erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Investitionen werden gleichzeitig getätigt;

2° die Investitionen werden in demselben Arbeitspaket, wie es in Artikel 2 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung definiert wird, aufgenommen;

3° die Investitionen halten die Kriterien nach Paragraph 2 und Artikel 20 § 2 ein."

Art. 5 - Artikel 20 wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Summe der Grundbeträge in Bezug auf die in § 1 und in Artikel 18 erwähnten Investitionen wird um fünfzig Prozent erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Investitionen werden gleichzeitig getätigt;

2° die Investitionen werden in demselben Arbeitspaket, wie es in Artikel 2 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung definiert wird, aufgenommen;

3° die Investitionen halten die Kriterien nach Paragraph 2 und Artikel 18 § 2 ein.

Die Summe der Grundbeträge in Bezug auf die in § 1 und in Artikel 19 erwähnten Investitionen wird um fünfzig Prozent erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Investitionen werden gleichzeitig getätigt;

2° die Investitionen werden in demselben Arbeitspaket, wie es in Artikel 2 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung definiert wird, aufgenommen;

3° die Investitionen halten die Kriterien nach Paragraph 2 und Artikel 19 § 2 ein. ».

Art. 6 - Artikel 21 § 2 Ziffer 1 lautet nun wie folgt: "1° die Anforderungen des Abschnitts "Lüftung" des Anhangs C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;"

Art. 7 - In Artikel 25 werden die Absätze 2 und 3 durch die folgenden Absätze ersetzt:

"In Abweichung von Absatz 1 gelten die Artikel 17 § 2 Ziffer 1, 18 § 2 Ziffer 1, und 19 § 2 Ziffer 1 für die Audits von Wohnungen, die ab dem 1. Januar 2022 in der Datenbank im Sinne von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung registriert werden."

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2020 in Kraft.

In Abweichung von Artikel 1 treten Artikel 3 Abs. 3 und 4, und Artikel 4, am 1. Juni 2019 in Kraft.

Namur, den 4. Dezember 2020

Ph. HENRY
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/202227]

4 DECEMBER 2020. — Besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, artikel 14, vervangen bij het decreet van 1 juni 2017 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, artikel 6, § 4, en 7, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds 2 door het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) toegestaan worden;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat de verplichting om een beroep te doen op een gecertificeerde installateur voor de installatie van biomassaketels en warmtepompen op 1 juli 2020 van kracht is geworden;

Overwegende dat sinds 13 maart 2019 als gevolg van de gezondheids crisis "covid 19", geen opleiding kon worden gegeven;

Overwegende dat de invoering van deze voorwaarde, waarbij nieuwe voorwaarden voor de toekenning van premies worden ingevoerd, nadelige gevolgen zou hebben voor de bouwsector, maar ook voor het publiek, dat zich nu al aan de nieuwe voorwaarden moet kunnen aanpassen om de in aanmerking komende werkzaamheden uit te voeren,

Besluiten :

Artikel 1. In artikel 15, § 1, worden de woorden "of een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer" ingevoegd tussen de woorden "in contact met de buitenomgeving" en de woorden", op voorwaarde dat de wand geïsoleerd wordt door middel van isolatiemateriaal".

In paragraaf 2, worden de woorden "of een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer" ingevoegd tussen de woorden "in contact met de buitenomgeving" en de woorden", op voorwaarde dat de wand geïsoleerd wordt door middel van isolatiemateriaal".

Art. 2. In artikel 16 wordt het eerste lid gewijzigd als volgt :

Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van schrijnwerk of glaswerk in contact met de buitenomgeving of een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst."

Het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

Aan het einde van de werkzaamheden moet het vervangen schrijnwerk, d.w.z. de deuren en het raamwerk, voldoen aan een gemiddelde thermische transmissiecoëfficiënt U_w gelijk aan of minder dan $1,5 \text{ W/m}^2$. De transparante of doorschijnende elementen die in het buitenschrijnwerk aangebracht worden, voldoen aan een thermische transmissiecoëfficiënt van $1,1 \text{ W/m}^2\text{K}$ of minder die overeenkomstig de EG-markering bepaald wordt, d.w.z. voor het glaswerk, berekend volgens de norm NBN EN 673. De premie wordt slechts toegekend als het glaswerk aan de norm NBN S23-002 voldoet".

Art. 3. In artikel 18, § 2, 2°, eerste lid, worden de woorden "(CO, OGC/VOS en Stoffen)" ingevoegd tussen de woorden "de emissies" en de woorden "die tijdens dezelfde test overeenkomstig de norm NBN EN 303-5 worden gemeten"

Paragraaf 2, 2°, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende woorden: " : 2012. "

Paragraaf 4 wordt ingetrokken.

Artikel 18 wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

§ 4. De som van de basisbedragen met betrekking tot de in paragraaf 1 en artikel 20, § 1, bedoelde investeringen wordt met vijftig procent verhoogd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de investeringen worden gelijktijdig gedaan;

2° de investeringen zijn opgenomen in hetzelfde werkenpakket, zoals bepaald in artikel 2, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

3° de investeringen voldoen aan de in paragraaf 2 en artikel 20, § 2, bedoelde criteria.”.

Art. 4. In artikel 19 wordt paragraaf 4 ingetrokken.

Artikel 19 wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

§ 4. De som van de basisbedragen met betrekking tot de in paragraaf 1 en artikel 20, § 1, bedoelde investeringen wordt met vijftig procent verhoogd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de investeringen worden gelijktijdig gedaan;

2° de investeringen zijn opgenomen in hetzelfde werkenpakket, zoals bepaald in artikel 2, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

3° de investeringen voldoen aan de in paragraaf 2 en artikel 20, § 2, bedoelde criteria.”.

Art. 5. Artikel 20 wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

“De som van de basisbedragen met betrekking tot de in paragraaf 1 en artikel 18 bedoelde investeringen wordt met vijftig procent verhoogd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de investeringen worden gelijktijdig gedaan;

2° de investeringen zijn opgenomen in hetzelfde werkenpakket, zoals bepaald in artikel 2, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

3° de investeringen voldoen aan de in paragraaf 2 en artikel 18, § 2, bedoelde criteria.

De som van de basisbedragen met betrekking tot de in paragraaf 1 en artikel 19 bedoelde investeringen wordt met vijftig procent verhoogd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de investeringen worden gelijktijdig gedaan;

2° de investeringen zijn opgenomen in hetzelfde werkenpakket, zoals bepaald in artikel 2, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

3° de investeringen voldoen aan de in paragraaf 2 en artikel 19, § 2, bedoelde criteria.”.

Art. 6. In artikel 21, § 2, 1°, wordt het woord “ventilatie” ingevoegd tussen de woorden “afdeling 3” en de woorden “van bijlage C4”.

Art. 7. In artikel 25 worden de leden 2 en 3 vervangen door de volgende leden:

“In afwijking van paragraaf 1 zijn de artikelen 17, § 2, 1°, 18, § 2, 1°, en 19, § 2, 1°, van toepassing op de huisvestingsaudits die vanaf 1 januari 2022 geregistreerd zijn in de databank bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2020.

In afwijking van lid 1, treden artikel 3, leden 3 en 4, en artikel 4 op 1 juni 2019 in werking.

Namen, 4 december 2020.

Ph. HENRY
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/201858]

21 DECEMBRE 2020. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02, 03, 04, 05, 11, 13, 14 et 15 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, notamment l'article 18;

Vu le décret du 14 octobre 2020 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Vu la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 16 décembre 2020;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2020;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 43.05 du programme 02 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, afin de pallier à l'insuffisance de crédits,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 3.520 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 445 milliers d'EUR sont transférés des programmes 02, 03, 04, 11, 13, 14 et 15 de la division organique 15 au programme 02 de la division organique 15.